

**FORMATION SUR LES DOCUMENTS DE POLITIQUE NATIONALE D'ÉDUCATION**

**Les plaidoyers et recommandations des OSC pour plus d'impacts** P. 4

**POUR UNE PROTECTION PLUS EFFICACE DES DROITS DES ENFANTS AU BÉNIN**

**Le ReSPESD renforce les compétences des acteurs membres des réseaux d'OSC du Sud** P. 9

**POUR CONTRIBUER À LA QUALITÉ ET AU RAYONNEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE**

**Le CMSEA porté sur les fonts baptismaux** P. 2



**DOSSIER**

**BACCALAURÉAT 2020 SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE**

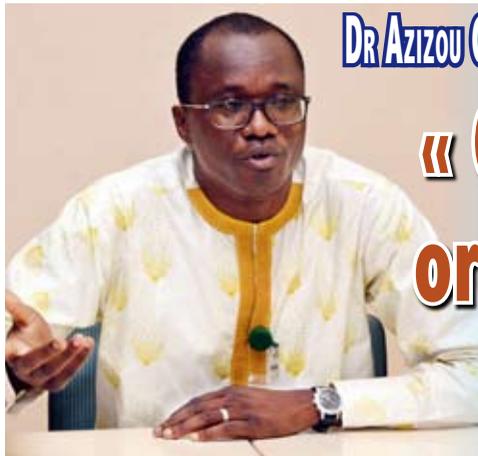
Pp. 5-7

## Un démarrage en douceur, les gestes barrières appliqués

- **Les surveillants absents aussitôt remplacés**
- **Des candidats officiels et libres ont manqué à l'appel**
- **Les candidats aveugles et amblyopes composent au CEG Sègbèya**
- **Après le CEG Houéyogbé pour la phase officielle, les CEG Bopa, Comè et Houèto à Abomey-Calavi reçoivent Yayi Ladékan et Kakpo**
- **La correction des copies dès le 3 août et la 1<sup>ère</sup> délibération le 12 août**

**DR AZIZOU CHABI IMOROU, CHEF DU DÉPARTEMENT SOCIOLOGIE-ANTHROPOLOGIE DE LA FASHS**

**« C'est possible qu'on puisse organiser les examens et vite proclamer les résultats »** P. 10



## CHRONIQUE

Maoudi Comlanvi JOHNSON, Planificateur de l'Éducation, Sociologue, Philosophe

## CMSEA : Notre Cause Commune



Je me rends compte qu'en réalité, on n'est jamais trop vieux pour applaudir et se rendre compte qu'il existe encore au Bénin, des journalistes qui croient aux possibilités de promouvoir ce que tout le monde reconnaît être la première valeur au monde, à savoir l'éducation. Ce soir là, l'homme blasé que je suis, qui a suivi moult ateliers, symposiums, conférences à travers le monde qui parlaient de l'éducation comme moteur du développement sans pour autant proposer quelque chose de probant, s'est retrouvé devant un parterre de journalistes conviés à une chose unique au Bénin : se spécialiser vraiment en éducation !

Depuis des lustres, partout et toujours, chacun insiste sur l'importance de l'éducation tout en renvoyant la tâche à l'école ; les parents les plus hardis se contentant de payer la scolarité. Et maintenant, dans le Bénin, pour l'Afrique et sûrement le monde, des hommes de foi et de conviction ont décidé de mettre en place le *Cercle des Médias et Spécialistes de l'Éducation en Afrique*, un réseau de professionnels qui sera actif en éducation.

Je sais que rien ne vous émeut et cette fois, vous avez tort. Moi aussi, j'y vins surtout par devoir étant de l'équipe de EDUC'ACTION qui, par ailleurs, est le seul journal purement éducation dans le paysage médiatique béninois, à paraître régulièrement depuis plus de sept (07) ans et à parler de l'éducation béninoise et même africaine. Pour faire sérieux, étant par nature paresseux pour avoir déjà quasiment tout vu en éducation sans pour autant être convaincu, je me munis d'un calepin et d'un stylo. Je me préparais, comme d'habitude, à faire quelques heures de cette méditation transcendante dont j'ai le secret en des circonstances où j'écoute, mais n'entend rien lorsque le discours proposé n'a rien d'appétissant.

Et, Ô miracle, le discours inaugural du Directeur Général de EDUC'ACTION m'éveilla, me releva sur mon séant et me révéla qu'il y avait des journalistes spécialistes de l'éducation. Il parlait du nouveau Plan Sectoriel de l'Éducation (PSE 2018-2030) et moi, planificateur et ayant coordonné plusieurs activités de planification, je n'y tins plus ; je sortis mon calepin et notai fébrilement des constats anciens ou nouveaux, appréciés à l'aune d'analyses claires et précises d'un journaliste qui m'apprenait des choses en éducation avec un regard différent qui invitait ses confrères à s'investir pour une mission noble. J'étais heureux, ému et presque honteux de n'avoir pas donné assez de place et d'espace à la communication dans l'éducation, lors de mes heures glorieuses de commis de l'Etat.

Ma position stratégique de retraité, caché au dernier rang, ne me permit pas d'apprécier les visages studieux du parterre de qualité fait de la Présidente de l'UPMB, de deux (02) Conseillers de la HAAC et d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur. Mais la raideur des nuques traduisaient les efforts des cerveaux qui se régalaient à l'évidence de cette manne gnostique.

C'est avec enthousiasme et détermination que la cérémonie se poursuivit avec un parterre convaincu que la vie de notre société ne pouvait s'arrêter aux faits divers socio politiques agrémentés de sexe et de stupre. Dans un paysage médiatique qui ne s'éveillait qu'aux échos de la nécrologie et de pauvres hères fumeurs de chanvre indien que notre remarquable police vient présenter devant les micros et à la télévision, il était temps que nous nous occupions de la seule chose qui donnera de la compétence et du travail aux plus jeunes : l'éducation.

La cause de l'éducation devient ainsi la cause commune de tous les hommes des médias qui décident de se spécialiser et de porter plus loin le message de l'éducation à travers les reportages de fond, les analyses qui éclairent et interpellent au besoin, avec la nécessité dans chaque média digne de ce nom, de parler de l'éducation en rappelant inlassablement le rôle de chacune et de chacun. Dans une société où nous sommes tous responsables, l'Etat consacre une part du budget national jamais suffisante dans l'éducation ; les parents paient toujours et encore plus mais on remarque surtout, par exemple, que la Responsabilité Sociétale des Entreprises est un vain mot au Bénin car aucune, à ma connaissance, ne fait un effort important pour l'éducation de nos enfants et leur longue route vers la compétence. Voilà un sujet à creuser et à porter à l'Assemblée Nationale afin que, à l'instar des grands pays, les entreprises nationales et internationales comme les banques, les assurances et les GSM qui brassent des dizaines de millions par jour, paient un écot (généralement seulement 1% de leur bénéfice) qui revienne à l'éducation. Je répète : cela se fait partout ailleurs et jamais au Bénin où la législation n'est pas explicite à ce sujet.

En avant toute CMSEA ! Et que vogue ce grand bateau de l'éducation qui, toutes voiles dehors, va à la conquête de l'excellence au Bénin et partout ailleurs.

## POUR CONTRIBUER À LA QUALITÉ ET AU RAYONNEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

## Le CMSEA porté sur les fonts baptismaux

Enock GUIDJIME

C'est par une conférence inaugurale sur le thème « La nouvelle architecture de l'école et le suivi du PSE 2018-2030 », présentée par Ulrich Vital Ahotondji, expert en communication du PDDSE, journaliste spécialisé en éducation que le décor de la mise sur les fonts baptismaux du Cercle des Médias et Spécialistes de l'Éducation en Afrique (CMSEA) a été planté. Le Cercle des Médias et Spécialistes de l'Éducation en Afrique (CMSEA), c'est le creuset qui va désormais mieux impacter le secteur de l'Éducation au Bénin et en Afrique dans les jours à venir par ses actions. C'est l'essentiel à retenir des propos de Serge-David Zouémé, président du comité d'organisation, à la faveur de la cérémonie officielle de lancement du Cercle. Constitué en majorité de journalistes spécialistes des questions éducatives et autres personnes ressources du secteur de l'Éducation au Bénin, ce Cercle a officiellement démarré ses activités, ce vendredi 17 juillet 2020, à la Maison des Médias Thomas Mégnassan par une conférence inaugurale sur la nouvelle architecture du PSE post 2015 et les enjeux de l'Éducation au Bénin. Zakiatou Latoundji, présidente de l'Union des Professionnels des médias du Bénin (UPMB), Franck Kpochémé et Armand Hounsou tous deux conseillers à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) et un parterre de

journalistes dont les productions sont orientées Education, y ont prêté une oreille attentive. Bâtit un groupe homogène de professionnels des médias autour des enjeux de l'éducation, c'est la vision créatrice de ce Cercle qui a permis d'enrôler sur place de nouveaux adhérents. Dans ses explications, le président du comité d'organisation a renseigné sur le contexte créateur du Cercle ainsi que son but, sa vision, ses offres et ses domaines d'intervention. « Avec tous ces outils que vous avez mis en place, j'ose affirmer que le CMSEA est né avec des dents », a déclaré, à la cérémonie de lancement, Armand Hounsou, représentant le président de l'institution de régulation des médias au Bénin avant de rassurer les membres du Cercle de l'accompagnement et du soutien constant de la HAAC. « L'UPMB sera toujours là pour accompagner cette louable initiative », a promis, Zakiatou Latoundji, présidente de l'UPMB. Prenant la parole, Dr Erasme Arinloye, représentant le ministre de l'enseignement supérieur, a souhaité que les professionnels des médias de ce Cercle éveillent les consciences à travers leurs productions. Pour information, neuf (09) commissions permanentes étoffent le bureau de treize (13) membres conduit par Serge Sènadé Ayaka, journaliste présentateur en service à la télévision nationale.



Ulrich Vital Ahotondji, présentant la communication inaugurale à l'assistance

## Edu' Action

Journal béninois spécialisé  
Éducation - Investigation - Publicité  
Edité par DARICH@MEDIA  
Enregistré sous le N°1256/MISP/DC/SG/DGAI/SCC  
ISSN 1840-7447  
Dépôt légal N° 6772 • 3<sup>ème</sup> trimestre  
Bibliothèque Nationale  
Siège Social : Lot n°1111 Gbèdromédé  
Minonkpo - Cotonou  
E-mail : contact@eduactions.org  
www.eduactions.org

## CONSEIL EDITORIAL

Ulrich Vital AHOTONDJI  
90 20 91 91 / 95 85 41 18

Serge-David ZOUEME  
97 88 29 48 / 95 99 38 39

Romuald D. LOGBO  
97 44 23 37 / 95 24 10 24

## CHRONIQUEUR

Maoudi Comlanvi JOHNSON

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION  
Edouard KATCHIKPE

## CHEF D'ÉDITION

Hermann Maurice SAGBOHAN

CHEF DESK ACTU  
Josué AFLIYA

## RÉDACTEURS

Estelle DJIGRI  
Enock GUIDJIME  
Adjéi KPONON

BUREAU RÉGIONAL OUÉMÉ/PLATEAU  
Esckil AGBO

BUREAU RÉGIONAL MONO/COUFFO  
Jonas BOTCHI

BUREAU RÉGIONAL BORGOU/ALIBORI  
Maurice FADEGNON

BUREAU RÉGIONAL ZOU/COLLINES  
Lazare AVADO

## CORRECTEUR

Joie GBEGNIDAHO

## GRAPHISTES

Marc ELEGBEDE  
Daniel DOSSOU

## ILLUSTRATION

François KADI

## IMPRIMERIE

Vision Active Plus  
Qtier Saint Jean Cotonou  
97 12 58 52

## TIRAGE

1.000 exemplaires

## DISTRIBUTION

Omer KPONOU

## SERVICE MULTIMÉDIA

Anlim ATORO  
Elvis PATTEY

## SERVICE COMMERCIAL

Parfaite AYETIONDE  
21 00 77 24 / 97 97 58 05

## CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

# Autorités et conseillers préoccupés du sort de l'ETFP



Les participants répartis en groupe de travail

Adjéi KPONON

Les travaux entrant dans le cadre de la session 2020 du Conseil Consultatif National de l'enseignement secondaire sont déroulés les 16 et 17 juillet 2020 à la salle des fêtes des tours administratives de Cotonou. A l'ouverture de ces assises, Jean Benoît Alokpon, directeur de cabinet du Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP) a invité les conseillers « à étudier, examiner, éprouver avec circonspection et une attention soutenue, toutes les demandes étudiées en 2019 et en 2020 lors des Conseils Consultatifs Départementaux ». Au total, 613 dossiers de demande de création, d'extension, de scission, de changement de dénomination et de sites d'établissements d'Enseignement Secondaire Général, Technique

et Professionnel et de création ou d'extension de filières de formation sont passés au crible. 536 dossiers portent sur l'Enseignement Secondaire Général (ESG) et 77 dossiers sur l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP). Ce faible nombre de dossiers du sous-secteur ETPF et les enjeux du sous-secteur, ont suscité la formulation de diverses recommandations allant dans le sens de la qualité des formateurs, la dénomination des filières et spécialités, la mise aux normes des infrastructures et du matériel, la validation et la certification des curricula de formation par les services compétents du ministère. Au sortir des travaux, les dossiers ont été transmis aux cadres du MESTFP qui vont se charger d'apporter la touche finale avant l'avis de l'autorité.

## FORMATION SUR LA FABRICATION DES JEUX ET JOUETS AVEC DES MATÉRIEAUX LOCAUX

# Le SYNAEM-BENIN outille les enseignants de la maternelle du Couffo

Jonas BOTCHI / Mono-Couffo

Cet atelier de formation qui s'est déroulé, du 16 au 18 juillet 2020, à l'école maternelle publique de Toviklin vise à outiller les enseignants des écoles maternelles du département du Couffo sur la fabrication des jeux et jouets à partir des matériels locaux. Tout comme les départements du Littoral, de l'Ouémé, du Borgou et de la Donga, le département du Couffo a accueilli le formateur Hector Fanou, conseiller pédagogique de l'enseignement maternel à la retraite. Organisé par le Syndicat National des Enseignants des Écoles Maternelles du Bénin (SYNAEM-BÉNIN) en collaboration avec la Fédération Canadienne des Enseignantes et Enseignants-Teachers Canadian Fédération (FCE-TCF), l'atelier de formation a été l'occasion pour les animateurs et animatrices des écoles maternelles du Couffo de connaître l'importance des matériaux locaux dans la conception des jeux et jouets. Au vue de la gamme variée et bien fournie de jouets et jeux fabriqués par les participants, le formateur Hector Fanou n'a pas manqué de renseigner sur le bien-fondé de l'atelier. « Cet atelier a permis de fournir des jeux et jouets

aux écoles qui sont très dépourvues de ces matériels didactiques et en même temps faire acquérir des compétences aux participants afin qu'ils puissent être en mesure de fabriquer au besoin ces jeux et jouets avec des matériaux locaux », a-t-il expliqué. Pour Vincent Djangni, participant et directeur de l'école maternelle publique de Zonmondji dans la Circonscription Scolaire de Lalo, le besoin des jouets se fait sentir permanemment dans les écoles et cette formation vient amener les enseignants à faire recours désormais aux matériaux qui entourent les écoles et les maisons. Tonahin Damien Goutchinan, SG du SYNAEM-Bénin dans le département du couffo, remercie les initiateurs de cette formation qui, à l'en croire, les a outillés à mieux accompagner les enfants dans les écoles du département. « L'intérêt de cet atelier va au-delà des participants que nous sommes car, nous avons acquis des astuces faciles à transmettre aux parents et aux autres collègues qui n'ont pas pu participer », dira Bérénice Hossou, participante et directrice de l'École Maternelle Publique de Houédjamey de la Circonscription Scolaire de Dogbo.



# ATELIER DE FORMATION SUR LES DOCUMENTS DE POLITIQUE NATIONALE D'ÉDUCATION

## Les plaidoyers et recommandations des OSC pour plus d'impacts

La salle de conférence de l'hôtel Fifatin de Bohicon a servi de cadre, les 16, 17 et 18 juillet 2020, aux différentes activités inscrites au programme de l'atelier d'information et de formation des OSC membres et partenaires de la coalition sur le contenu des documents de Politique Nationale d'Éducation. Organisé par la Coalition Béninoise des Organisations pour l'Éducation Pour Tous (CBO-EPT) en partenariat avec OXFAM IBIS et avec l'appui financier du PME, cet atelier a permis aux participants de faire l'état des lieux du fonctionnement du système éducatif béninois. Il s'est soldé par des plaidoyers.

Estelle DJIGRI

Des panels de discussions, des présentations, des moments de débats et d'échanges pour approfondir les idées développées, des travaux de groupe et de restitution, des instants de détente où divers jeux et histoires sont mis à contribution pour permettre aux participants de reprendre les esprits pour mieux repenser le système éducatif. Ce sont les temps forts qui ont marqué ces trois jours de travaux organisés par la CBO-EPT, à l'endroit des 18 organisations qui la constituent. Venu d'horizons divers, cet atelier d'information et de formation des OSC sur le contenu des documents de Politique Nationale d'Éducation a permis aux acteurs éducatifs, d'une part, de s'approprier les différents documents de Politique Nationale d'Éducation au Bénin et leur capacité à assurer la veille citoyenne au plan départemental et national et d'autre part, d'être outillés sur les techniques de suivi des politiques et de veille citoyenne. Aussi, a-t-il été l'occasion pour eux de définir les principaux axes de plaidoyers devant servir à l'élaboration d'un plan national de plaidoyer sur les principaux défis et enjeux du système éducatif au Bénin et d'identifier les principaux

cadres d'influence au plan national. A en croire les organisateurs, cette activité s'inscrit dans le cadre des actions phares à mener sur le programme Education à Voix Haute (EVH), composante OC1 dénommé « Projet d'Appui au Renforcement de l'Influence de la Société Civile (PARISC) » au Bénin. Après les mots de bienvenue et d'exhortation adressés aux participants par Thomas Kossi Cakpo et Blaise Agossa, respectivement président de la CBO-EPT et Directeur de l'Enseignement Primaire, c'est Alice Mingninou, Conseillère Technique à la Décentralisation,



Le présidium à l'ouverture de l'atelier

la Déconcentration et à la Coopération qui justifie l'importance de la tenue de cet atelier avant le lancement officiel qu'elle a présidé au nom du ministre des Enseignements Maternel et Primaire. « Si l'un des défis du projet PARISC entend influencer l'application effective des lois et textes réglementant l'implémentation effective de l'éducation de base, l'inclusion, il est donc indispensable d'outiller les structures membres et décen-

tralisées et les partenaires stratégiques sur le contenu des différentes Politiques Nationales d'Éducation afin de conduire efficacement les actions de plaidoyer et assurer une veille citoyenne qualitative », a-t-elle déclaré. Elle n'a pas manqué de réitérer l'engagement de son ministre aux côtés de cette coalition. Plusieurs communications ont meublé cet atelier.

### Déroulement des activités...

C'est dans un respect strict des mesures barrières de lutte contre la Covid-19 que les partenaires de l'école béninoise ont touché du doigt les impacts de cette maladie sur le système éducatif au Bénin et les dispositions prises pour le retour en sécurité des enfants à l'école. Ce premier panel de discussion animé par Roméo Ayena, personne ressource de la CBO-EPT et Blaise Agossa, directeur de l'Enseignement Primaire, a renseigné d'une part sur les impacts à court et à long terme de cette maladie sur l'école béninoise et d'autre part

sur les nombreuses mesures prises dont l'apprentissage des cours à distance initié par le MEMP au profit des apprenants du Primaire. L'état des lieux de l'éducation inclusive de qualité pour tous, a été fait au cours du deuxième panel. Le binôme Arsène Adiffon et Claudine Daizo a démontré que le concept Education inclusive vient du fait que malgré que les enfants ont tous le droit à l'éducation, d'autres n'y sont pas. Pourtant, le Bénin a ratifié plusieurs conventions internationales consacrant l'éducation comme étant un droit humain fondamental. L'état des lieux de l'égalité genre, de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes, de la réalisation des droits de l'enfant, des ODDs, l'apport du Parlement des Jeunes du Bénin dans l'aboutissement des processus de plaidoyer portés par la coalition sont les autres panels de discussion au cours desquels, les acteurs ont proposé des plaidoyers pour leur amélioration. La présentation sur le PAG, le PSE 2018-2030, le PND et PC2D, le PNE et l'ETFP, a été faite par divers experts conviés pour la circonstance, pour permettre aux acteurs d'avoir une vision claire de ce qui est prévu par ces différents documents afin d'apprécier ce qui a été déjà fait pour des plaidoyers. Educ'Action n'a pas manqué de présenter un mécanisme de communication pour réussir ces actions de plaidoyer. Des recommandations sont issues de ces assises et seront portées à qui de droit pour une amélioration du système éducatif. C'est sur fond de satisfaction et d'engagement que les participants se sont séparés pour impacter l'éducation sur toutes ses formes dans leurs localités respectives.



Les participants attentifs aux panels de discussions

## IMPRESSIONS DE QUELQUES PARTICIPANTS



Marie-Reine Amoussou, Fawe

« À l'issue des travaux de cet atelier, mon ressenti personnel, qui est certainement celui de tous les participants, est que pour une fois, on a été bien servi en matière de documents de Politique Nationale d'Éducation. Je dis au nom des autres participants qu'on va essayer de nous en approprier pour pouvoir mieux servir la coalition et les enfants. Je suis particulièrement contente parce qu'il n'y a pas longtemps qu'on a décidé de travailler sur ça ici et déjà on trouve que c'est mis en application. Tout ce panel de gens qui sont présents, montre l'importance que nous portons à la chose. Je formule le vœu de voir nos communautés départementales en finir avec les problèmes internes pour que très rapidement, nous puissions nous montrer actifs et efficaces sur le terrain ».

Carmen Gaba, RODD

« J'ai une totale satisfaction parce que je pense que tout un chacun a retenu quelque chose des thèmes développés ici. Ces thèmes nous sont très utiles et sur le terrain, nous allons pouvoir faire la restitution et en tirer profit. Autre chose assez importante à souligner, c'est le profil et la qualité de tous les membres présents. On peut, sans risque aucun de se tromper, oser affirmer que ce sont des professionnels de l'Éducation qui ont été conviés à cet atelier. Cela se justifie bien par la qualité des interventions et des questions ».



Alice Mingninou, CTDDC/MEMP

« Au terme de l'atelier, ma satisfaction est encore plus grande et je pense sincèrement que nous n'avons pas perdu du temps ici pendant ces trois jours. Ces acteurs travaillent et continuent de travailler dans le secteur. Je les ai vus aborder certaines questions avec passion et pour moi, cela traduit le souci de la recherche du mieux-être pour tous. En acceptant d'avoir un accord de partenariat avec la CBO-EPT, c'est déjà un engagement pour le MEMP d'accepter l'accompagnement de ces organisations. Nous restons toujours fidèles aux termes de notre contrat et vous nous verrez chaque fois que vous nous invitez. Nous tiendrons toujours compte de ce qu'ils apportent pour accompagner le système éducatif. C'est en cela que le menu de cet atelier me réjouit parce que pour accompagner, il faut savoir quelle est la ligne qui est tracée. Si on ne connaît pas les documents de politique, on ne peut pas savoir ce qu'ambitionne le gouvernement, ce qu'on veut pour le pays et on ne peut pas orienter convenablement ses actions. Donc, c'est très bénéfique pour nous d'être restés ici pour revisiter ces documents. Je nous appelle à approfondir notre lecture, notre appropriation de ces documents au sortir de cet atelier ».



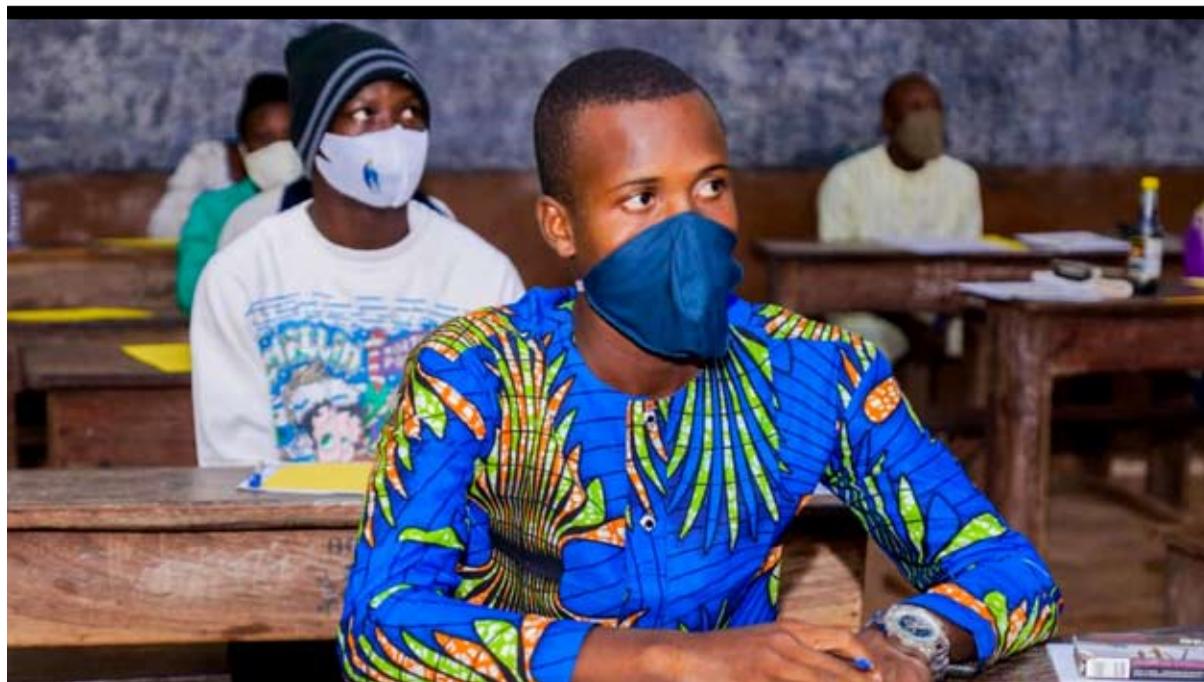
## BACCALURÉAT 2020 SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL

## Un démarrage en douce de l'examen, les gestes barrières appliqués

L'examen du Baccalauréat 2020 a démarré, hier lundi 20 juillet, sur des chapeaux de roues sur l'ensemble du territoire national. Ils sont au total 95.404 candidats dont 35.049 filles et 60.355 garçons répartis dans 137 centres de composition, à être intellectuellement éprouvés, trois jours durant. Comme à l'accoutumée, Edu'Action a déployé ses équipes de reporters sur le terrain, dans les centres de composition dans plusieurs parties du pays. Le constat semble satisfaisant. Pas de faits anormaux susceptibles de saper le bon déroulement des examens. Loin de Cotonou, les ministres Éléonore Yayi Ladékan et Mahougnon Kakpo ont procédé au lancement officiel des épreuves au centre du CEG Houéyoghé, dans le département du Mono. De l'avis des candidats après la première journée de composition, l'espoir semble permis.

C'est le CEG Sègbèya à Akpakpa, dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement de Cotonou, qui a été choisi pour accueillir le lancement officiel du Baccalauréat 2020 pour le compte du département du Littoral. Arrivés

que part dehors, mais le centre a été vraiment épargné cette année de la pression des parents de candidats ce matin. Quand ils accompagnent leurs enfants, ils les laissent au portail et les enfants rentrent, c'est déjà une bonne



Sereins, les candidats dans le Littoral...

chose. Qu'ils continuent à nous aider de cette façon », applaudit Karl Chrysostome Dofonnou, prêt à accueillir les officiels qui ne vont pas tarder à s'annoncer pour le lancement officiel dans ce département.

#### Une forte délégation d'autorités pour lancer le BAC dans le Littoral...

Honoré par les présences du directeur départemental des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle du Littoral, du premier Adjoint au Maire assurant l'intérim du Maire de Cotonou et du pré-

fet du Littoral Jean-Claude Codjia, venu en personne présider le lancement du BAC dans le Littoral, Karl Chrysostome Dofonnou n'a pas manqué de renseigner les autorités des statistiques de son centre. « Le CEG Sègbèya accueille pour le Baccalauréat 2020, 1.225 candidats répartis dans 35 salles de 35 candidats », a-t-il dit avant de préciser que « l'une des particularités de ce centre du CEG Sègbèya, c'est la présence des candidats aveugles et amblyopes. Donc, les candidats aveugles et amblyopes au Baccalauréat composent dans ce centre. Ils sont au nombre de huit (08). Ils composent au même titre la même épreuve que les candidats auxquels nous sommes habitués ». Mais avant de s'installer dans les salles de composition pour recevoir la première épreuve de la matinée, il a été fait obligation aux candidats et aux surveillants de se soumettre aux exigences contextuelles, à en croire le Chef centre, un cinquantenaire vêtu d'une chemise de couleur blanche sur un pantalon bleu. « Les candidats étaient là très tôt ce matin. On les a d'abord soumis aux exigences de la protection sanitaire. Il s'agit bien, vous vous en doutez, du lavage des mains à l'eau et au savon. Ensuite, nous leur avons fait passer dans les paumes de

mains du gel hydroalcoolique comme prescrit par l'organisation du Baccalauréat. Après quoi, ils ont été autorisés à aller en salles s'installer. Nous avons enfin procédé à l'appel des surveillants de salles. A ce niveau, il y a quelques absents qui ont été aussitôt remplacés avant qu'ils ne soient envoyés dans les salles », a fait savoir, en détails, le Chef centre Karl Chrysostome Dofonnou, déférant ainsi aux instructions de sa hiérarchie. Visiblement satisfait de la rigueur qui entoure les préparatifs qui précèdent le lancement des épreuves dans ce centre, les officiels n'ont attendu que le retentissement de la sirène avant de procéder réellement au lancement des épreuves. Mais avant, place à la vérification des plis et aux conseils.

#### Candidats libres abonnés absents au CEG Sègbèya...

Après avoir raccompagné les officiels, Karl Chrysostome Dofonnou dans son manteau de Chef centre, a fait le tour des salles de composition pour s'assurer que tout est en ordre et que chaque chose est à sa place. En un mot, le bon déroulement de la composition de la première épreuve de

Lire la suite à la page 6



... comme dans l'Atlantique composent le BAC

les premiers sur les lieux aux petits soins de leurs progénitures, ce sont les parents de candidats, qui, par leur présence assez remarquée, ont sonné le réveil du grand jour attendu par les candidats au BAC de ce centre d'examen. Un accompagnement moins envahissant que celui des années précédentes, reconnaît et apprécie le Chef du centre Karl Chrysostome Dofonnou qui les invite à maintenir le cap jusqu'à la fin des compositions. « Nous avons vraiment aimé le fait que les parents ne nous ont pas envahis ce matin comme ils en ont l'habitude en de pareilles occasions. Peut-être qu'ils sont quel-



Au centre du CEG Sègbèya, le chef centre Karl Chrysostome Dofonnou déplore l'absence des candidats libres

Suite de la page 5

la matinée du lundi le préoccupe, lui et son adjoint, mais préoccupe encore plus l'équipe de supervision sur place. Après quelques tours, l'homme s'avance et fait le point : « ils sont actuellement en pleine composition de l'épreuve de Français. Elle dure quatre (04) heures, donc prend fin à midi. Le premier constat qui saute à l'œil, c'est que les candidats qui n'ont pas répondu ce matin à l'appel sont, pour la plupart, des candidats libres. Jusque-là, nous ignorons les motifs de leur absence », a-t-il fait savoir avant de s'adresser aux candidats courageux décidés par leur présence à affronter les épreuves du Baccalauréat de cette année : « aux candidats courageux présents,



En binôme au CEG Houéyogbé, dans le département du Mono...



... la ministre Éléonore Yayi Ladékan du Supérieur...

je leur demande d'être sereins. Ça se passe exactement comme en classe. Ce sont des notions auxquelles ils sont déjà habitués, qu'ils ont déjà vues avec leurs enseignants au cours de l'année scolaire. Il n'y a donc pas lieu de paniquer. Qu'ils soient sereins, qu'ils travaillent bien. C'est à ce prix qu'ils amèneront de très bons résultats à leurs parents et à leurs collègues respectifs ».

### Des cas d'absence au CEG Kouhounou-Védoko...

Au CEG Kouhounou-Védoko qui accueille les candidats de la série B, le Chef centre Luc Ahoya a renseigné sur le bon déroulement de l'examen dans son centre. Au total, informe-t-il, ils sont 1.058 candidats dont 578 garçons et 480 filles. Si dans le rang des surveillants, il n'y a eu que deux (2) absents, dans celui des candidats, 26 garçons et 9 filles, donc 35 candidats ont brillé par leur absence au centre du CEG

Kouhounou-Védoko. « L'examen a démarré correctement sans incident. Les candidats sont arrivés à l'heure et ont pu retrouver leurs salles de composition. Les surveillants de salles sont répartis à temps dans les salles et la première épreuve, le Français, a commencé à 08 heure 00 », a laissé entendre le Chef centre, avant de préciser que toutes les dispositions ont été prises pour un BAC sans Covid-19. « Les mesures barrières sont respectées. L'Office du BAC a prévu, en plus des dispositifs de lavage des mains, des gels hydroalcooliques pour chaque salle. Aussi, a-t-il mis à notre disposition des masques au cas où certains candidats ou mêmes surveillants n'en auraient pas. Il y a également une ONG qui a apporté des masques aux candidats. La distance d'un mètre entre candidat a été respecté également », a-t-il informé.

### Des dispositifs de lavage de mains installés au

### centre du CEG Sainte Rita...

Au centre de composition du CEG Sainte Rita à Cotonou où ont composé les candidats de la série B, c'est le calme plat à notre descente à 10 h 25 mn, ce lundi 20 juillet. Les candidats disposés dans le respect strict des mesures barrières, composent l'épreuve de Français. Sur 1.342 candidats inscrits au total, 1.321 candidats ont répondu présents dont 20 absents. « Comme vous le constatez, il n'y a pas d'incidents et il n'y en aura pas. Très tôt le matin, les superviseurs et les Chefs centres se sont rendus au commissariat du 8<sup>ème</sup> arrondissement pour récupérer les épreuves de la matinée. Nous avons procédé au remplacement des surveillants qui ont leurs noms sur la liste, mais qui n'étaient pas venus. A 8 heures, nous avons lancé les épreuves », fait savoir au micro de Edu'Action, Dominique Bada, superviseur de ce centre d'examen. Du constat effectué sur le terrain, les dispositifs de lavage de mains sont bien installés pour permettre aux usagers de ce centre de se laver les mains à l'eau et au savon afin de briser la chaîne de la propagation du virus. « Nous avions veillé à ce que les gestes barrières soient respectés. Il y va de notre santé d'ailleurs. Les candidats étaient préparés parce qu'ils se dirigent automatiquement vers les dispositifs », a salué le superviseur.

### Du déroulement du BAC dans l'Atlantique...

« Noudégbé salle 22, Sogbessi Antoinette salle 27, Sogbossi Thierry salle 28, Sohoul Brice salle 29, Sossoukpè salle 31, Zan-

nou salle 35 », appela l'une des responsables du centre du CEG Houèto, à Abomey-Calavi, dans l'Atlantique. Les surveillants de salles aussitôt accourent pour retirer leurs enveloppes des mains de la religieuse, debout devant la grande table de la salle des professeurs qui fait office de secrétariat. Il sonnait 08h 08 mn. Mais déjà à 08 h 00, la sirène du centre retentit, renvoyant en salle les candidats. Les autorités départementales et communales, debout dans une des salles du collège, attendent que le maire de la commune d'Abomey-Calavi donne le top. Angélo Ahouandjinou, puisque c'est de lui qu'il s'agit, attend à son tour que le Chef centre l'informe du bon moment. « Monsieur le maire, c'est bon ! », exclame l'un des membres de la délégation du maire après avoir vu le signe du Chef centre. « OK », répond le maire à 08 heures 10 mn, appuyant automatiquement sur la sirène qui retentit à nouveau. En face du bâtiment administratif, dans

une des salles, Edmond Houinton, directeur départemental des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle (DDESTFP), procède officiellement à l'ouverture de la première enveloppe. « Mademoiselle, tenez ! », lâche le DDESTFP, tendant l'enveloppe remplie d'épreuves à une candidate. L'apprenante, dans son pull-over rouge, se lève immédiatement et tourne l'enveloppe dans tous les sens pour vérifier qu'elle était bien fermée. « C'est bon ? Oui ! », répond la candidate, hochant de la tête. « D'accord ! Déchirez maintenant, doucement ! », dira le DDESTFP. « Vérifiez le code », dit-il au Chef centre. « Alors voici l'épreuve. Dès que vous allez la prendre, lisez là attentivement, réfléchissez sérieusement, allez au brouillon et après automatiquement sur votre copie. Vous avez 04 heures », conseille le DDESTFP. Robert Hounsou, secrétaire général du département de l'Atlantique, a aussi invité les candidats à la concentration. « Comme vous le savez, c'est un examen, ce n'est pas un concours. Vous serez soumis aux épreuves auxquelles vous êtes habitués. Je vous demande d'être sereins et de rester concentrés car, c'est cela qui vous permettra de bien lire et de comprendre les épreuves pour les aborder dans de très bonnes conditions », a-t-il précisé. Joignant sa voix à celles de ses prédécesseurs, Angélo Ahouandjinou, le maire, a invité les candidats à la tranquillité et à la sérénité, tout en formulant le vœu que la commune sorte première de cette session 2020 du Baccalauréat. Juste après la distribution des copies, les candidats ont encore reçu du gel hydroalcoolique dans le cadre de la prévention.

Lire la suite à la page 7



... et son homologue Mahougnon Kakpo du Secondaire, lancent le BAC 2020

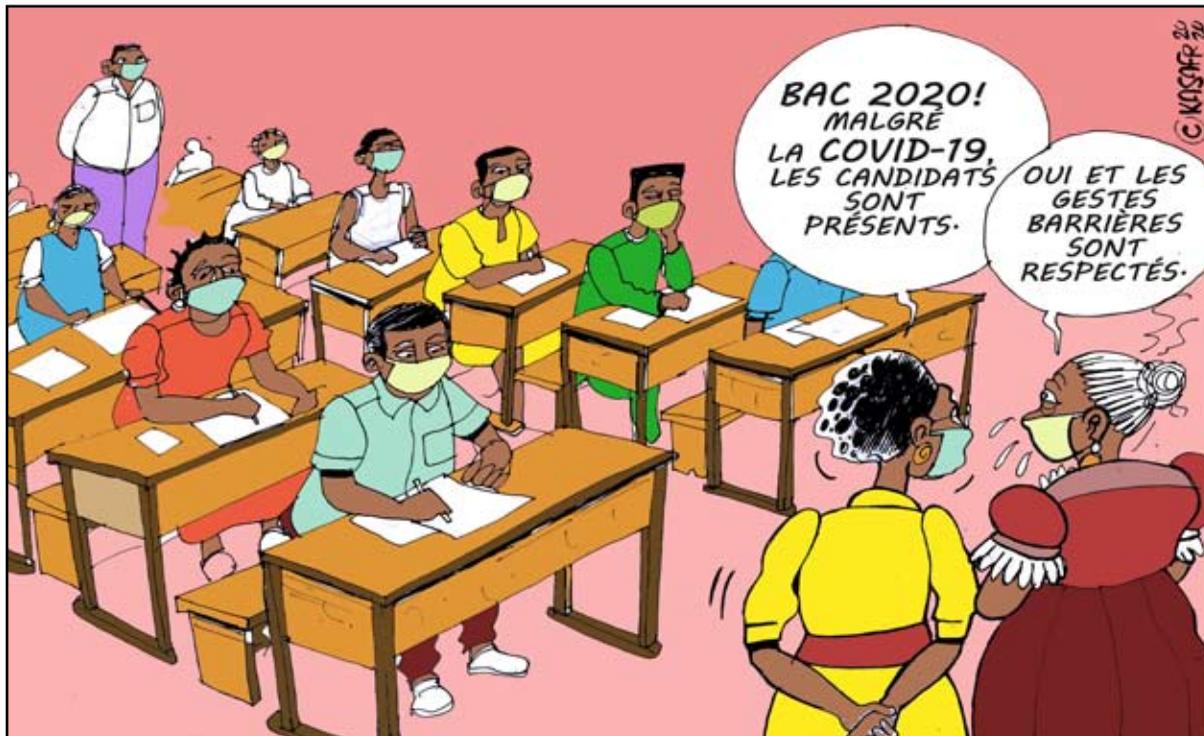
Suite de la page 6

tion contre la Covid-19. Le CEG Houèto, situé dans la commune d'Abomey-Calavi, est l'un des 32 centres de composition du département de l'Atlantique. Il accueille essentiellement les candidats de la série A2 au nombre de 1.225 et répartis dans trente-cinq (35) salles de composition. Koffi Comlan Félix, Chef centre, est aidé d'une équipe d'encadrement de sept (07) membres soutenue par soixante-dix (70) surveillants de salles. Le cortège des officiels a poursuivi son périple vers le Complexe Scolaire les Pharaons, puis au CEG 1 Abomey-Calavi pour le même exercice d'assurance des candidats.

### Du lancement officiel de l'examen au CEG Houéyogbé, dans le Mono...

C'est à plus de quatre vingt (80) kilomètres de Cotonou, dans le département du Mono, précisément dans les locaux du centre du CEG Houéyogbé, que le

lancement officiel des épreuves du Baccalauréat 2020 a eu lieu sous l'impulsion de deux (02) ministres du gouvernement : les ministres Éléonore Yayi Ladékan et Mahougnon Kakpo, respectivement en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, puis des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle. Accompagnés des délégations respectives, les deux personnalités de l'Etat ont, au pas de charge, visité quelques salles de composition bien avant l'heure. Autour de 08h 02 mn, elles procèdent à l'ouverture des enveloppes contenant les épreuves de la composition française qu'elles distribuent aux candidats. Les deux ministres n'ont pas manqué, comme d'usage, de prodiguer de sages conseils aux candidats en les invitant à dominer leur stress. « Le BAC n'est pas un concours, c'est un examen. C'est comme le devoir surveillé auquel vous êtes habitués en classe », a déclaré le Ministre Mahougnon Kakpo. Sa collègue du ministère de l'Enseignement Supérieur, Éléonore Yayi Ladékan, a ex-



horté les candidats à aborder les épreuves dans la sérénité et sans pression. Aussi, les a-t-elle invités à donner le meilleur d'eux-mêmes pour faire honneur à leurs parents qui ont tant investi dans leur éducation. Cet examen, se déroulant dans un contexte de

crise sanitaire liée à la Covid-19, les ministres ont recommandé aux candidats, surveillants de salles et superviseurs le respect strict des gestes barrières, en l'occurrence le port des masques et le lavage systématique des mains grâce aux dispositifs mis en place.

Après le lancement officiel au CEG Houéyogbé, les deux ministres ont rallié les CEG Bopa, Comè dans le département du Mono et Houèto dans la commune d'Abomey-Calavi pour constater l'effectivité du déroulement du Baccalauréat 2020.

## Impressions de quelques candidats au BAC 2020



Préréée Adjovi, candidate

« Nous avons composé normalement comme cela se doit »

« L'épreuve de ce matin s'est bien déroulée ; il n'y a pas eu de problème en tant que tel. Nous avons composé normalement comme cela se doit. L'épreuve était vraiment abordable et moi, j'ai pu tirer mon épingle du jeu. Le reste, on laisse ça dans la main de Dieu. Mon souhait, c'est que les autres épreuves soient aussi abordables comme le Français de ce matin. Les mesures préventives ne sont pas mauvaises parce qu'elles nous protègent contre la Covid-19. Mais pour être franche avec vous, cela me fatigue parce que parfois, j'ai du mal à respirer. Comme on n'était pas habitué à porter le masque, vraiment cela pèse, mais bon, on fait avec. »

François Agliti, candidat

« ... moi, j'ai été surpris par le temps »

« L'épreuve de Français de ce matin n'était pas mal seulement que moi, j'ai été surpris par le temps. On a pris le temps de bien lire le texte au point où on n'a pas vu le temps passé. Je me suis bien débrouillé quand même et mon souhait, c'est que les autres épreuves soient abordables. Le port de masque et le lavage des mains sont de nouvelles mesures ajoutées à l'examen du Baccalauréat de cette année. On n'était pas habitué à cela, mais nous faisons avec parce qu'il faut se protéger de la maladie. »



Amaël Gbaguidi, candidat

« Nous prions seulement Dieu que la suite se déroule bien »

« La composition de ce matin s'est bien déroulée, pas de grandes inquiétudes. En tout cas moi, j'ai bien travaillé dans l'épreuve de Français. Nous prions seulement Dieu que la suite se déroule bien. Comme nous avons pris déjà l'habitude avec les gestes barrières, c'est sans difficulté pour nous de composer avec le cache-nez. Nous avons su gérer la situation. »



Marie-Gauthier Zannou, candidat

« L'épreuve de Français de ce matin était abordable à mon niveau »

« L'épreuve de Français de ce matin était abordable à mon niveau. Je n'ai pas eu assez de difficultés pour pouvoir la traiter, j'ai fait donc de mon mieux et je suis certain que ce sera pareil pour les autres épreuves à venir. Comme moi je suis déjà habitué, le fait de porter le cache-nez durant la composition ne me dérange pas vraiment. »



Evrard Avenon, candidat

« Le cache-nez dérange trop mais bon, on nous a dit que c'est pour éviter le Coronavirus »

« Je rends grâce à Dieu après avoir composé l'épreuve de Français qui était vraiment accessible. J'ai fait de mon mieux et mon souhait est que les autres épreuves à venir soient comme l'épreuve de Français. Le cache-nez dérange trop mais bon, on nous a dit que c'est pour éviter le coronavirus. Donc, nous n'avons pas le choix. »



Charbelle Azon, candidate

« ... je ne me plains pas trop »

« La matière de ce matin était abordable pour moi, je ne me plains pas trop. J'espère juste que les autres épreuves vont bien se dérouler aussi. »



Réalisé par la Rédaction

MOTS FLÊCHÉS

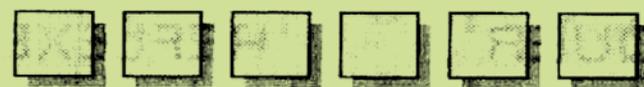
Clues and directions:

- Trésors (down)
- Tige de céréale (down)
- Comme du lait (down)
- Ceux-ci (right)
- Fondée (down)
- Gâteaux des Rois (right)
- Femelles du jars (down)
- Station de radio (down)
- Service gagnant (right)
- Choisi par vote (right)
- Flânera (right)
- Cuissarde (down)
- Note de musique (down)
- Fiânera (right)
- Changea de peau (right)
- Fond de bouteille (down)
- Entre je et il (right)
- Un lac d'Italie (right)
- Consonnes du mot sire (right)

PÊLE-MÊLE

6 LETTRES :

Qui fonctionne à distance.



- ALLIER
- BARDE
- BASE
- BATELIER
- CASCADE
- CREPER
- DEMONE
- EMBAUMER
- GAGEUSE
- GERE
- GROUPIE
- HUILIER
- HULULER
- LATENT
- MEGIR
- MUSICAL
- POLLUE
- POURRIR
- RAGLAN

CHARADES

Réponses dans la prochaine parution

- Mon 1<sup>er</sup> sert à voler
- Mon 2<sup>ème</sup> est la conjonction de coordination la plus utilisée
- Mon 3<sup>ème</sup> est le petit de la biche
- Mon tout est un animal

Qui suis-je ?

- Mon premier est une boisson.
- Mon second est un animal qui vit dans les égouts.
- Mon troisième tronçonne les arbres.
- Mon quatrième est la troisième lettre de l'alphabet.
- Mon cinquième est une grande aire de jeux.
- Mon tout est un film.

Qui suis-je ?

- Mon premier est une partie du corps.
- Mon deuxième est un fleuve français.
- Mon tout voit passer beaucoup d'enfants.

Qui suis-je ?

- Mon premier fait miaooooou,
- Mon deuxième se marre,
- Mon troisième se boit très chaud,
- Mon tout se fait sans compter,

Qui suis-je ?

- Mon premier est une marque de biscuits
- Mon deuxième est un fromage
- Mon troisième est une façon de faire qui dédaigne ou méprise
- Mon quatrième comporte 365 jours
- Mon tout est un liquide

Qui suis-je ?

- Mon premier nous en avons tous un
- Mon deuxième est le titre d'une ancienne série américaine
- Mon troisième est la 20<sup>ème</sup> lettre de l'alphabet
- Mon tout est un type de voiture

Qui suis-je ?

D	G	R	O	U	P	I	E
R	R	E	P	E	R	C	E
D	E	M	O	N	E	M	L
B	B	I	L	I	B	S	A
R	A	G	L	A	N	R	C
P	S	T	U	I	E	H	I
O	E	M	E	I	U	E	S
U	E	S	L	L	D	H	U
R	T	L	U	A	I	A	M
R	A	L	C	E	R	E	G
I	E	S	M	E	G	I	R
R	A	L	E	D	R	A	B
C	T	N	E	T	A	L	G

# POUR UNE PROTECTION PLUS EFFICACE DES DROITS DES ENFANTS AU BÉNIN

## Le ReSPESD renforce les compétences des acteurs membres des réseaux d'OSC du Sud

Ils sont environ une trentaine de membres appartenant au Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile (ReSPESD) et autres acteurs d'OSC intervenant dans la protection des enfants dans le Sud, à suivre une formation les 16 et 17 Juillet 2020. L'objectif visé par l'atelier qui s'est déroulé à la cantine de SOS Village d'Enfants d'Abomey-Calavi est d'outiller et de renforcer les compétences des participants en matière d'intervention et de protection des droits des enfants au Bénin.

Edouard KATCHIKPE

Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme pluriannuel BJ 1843 intitulé « Renforcement des Systèmes Nationaux de Protection et d'Éducation de l'Enfant », avec l'appui technique et financier de Educo Bénin, l'atelier de formation annuelle du ReSPESD a été l'occasion d'outiller et de renforcer les compétences des participants en matière d'intervention et de protection des droits des enfants au Bénin.

Venus des départements de l'Atlantique, du Littoral et de l'Ouémé, ces hommes et femmes sont parvenus au terme de la formation, à aiguïser leur propre capacité en matière de veille citoyenne et de promotion des droits de l'enfant au Bénin. Au menu de la formation, des communications sur l'enfance, la prévention contre la violation des droits de l'enfant, l'intervention multisectorielle adaptée à l'enfant et l'accompagnement de



Les participants aux travaux

l'enfant en situation difficile. Dans son mot de bienvenue, à l'ouverture des travaux, le secrétaire permanent du ReSPESD, Lazare Avado, reste persuadé que les deux jours d'assises vont véritablement permettre de mieux outiller les participants dans la gestion des questions de protection des enfants en situation difficile, surtout avec le concours du consultant-formateur Paul Yassegoungbé. « Le constat est que parmi nous, dans nos structures, les enfants que nous disons protéger, sont encore victimes de maltraitance. Lorsqu'on analyse, on constate que c'est parce que les acteurs que nous sommes, nous manquons de beaucoup de choses et le diagnostic du ReSPESD a montré qu'il faut effectivement former les acteurs. C'est pour cela que nous sommes très heureux d'accueillir tous

ces acteurs qui se mobilisent autour des enfants », dira Kouassi Darius Goungni, coordinateur Atlantique du ReSPESD. « L'accompagnement de l'enfant en situation difficile », le formateur a exhorté les participants à privilégier dans leurs interventions, l'accompagnement en milieu ouvert (famille) puisqu'il favorise le meilleur développement de l'enfant. Pour lui, l'accompagnement en milieu ouvert devra être désormais la règle et l'accompagnement en milieu fermé, l'exception. Essentiellement basée sur des travaux de groupe, la deuxième communication portant sur le thème « La prévention contre la violation des droits de l'enfant » a mis l'accent sur les acteurs et les niveaux d'actions pouvant concourir

à la prévention contre la violation des droits de l'enfant ainsi que les dispositions et mécanismes pour cette prévention, la définition de la prévention, les droits de l'enfant. « L'engagement réel de chaque acteur pour une synergie d'action et pour la protection de l'enfant, le renforcement des cellules communales de protection de l'enfant, le réseautage et la franche collaboration et le partenariat ». Ce sont quelques stratégies d'actions proposées pour assurer une meilleure protection de l'enfant en situation difficile. L'intervention multisectorielle adaptée à l'enfant : enjeux et stratégies d'action, était donc au cœur de la troisième communication qui a permis aux participants de mieux cerner les enjeux de l'intervention multisectorielle adaptée à l'enfant et quelques défis à relever pour une meilleure protection et éducation de l'enfant. Pour réussir une meilleure communication avec l'enfant, objet de la quatrième communication, Paul Yassegoungbé préconise les éléments que sont la condition, l'âge, l'écoute active, le ton, le développement de l'empathie, la patience. Selon le communicateur, l'enseignement par l'exemple est la meilleure façon de communiquer avec l'enfant. Après l'étape du département de l'Atlantique, cet atelier est également prévu pour se poursuivre du 21 au 22 juillet 2020 dans l'Alibori et du 23 au 24 juillet 2020 dans le Borgou.

**Quatre communications pour mieux aguerrir les participants dans leur mission**

Personne ressource sollicitée pour la circonstance par le



Photo de famille des participants à l'atelier

## Impressions de quelques participants



**Hugues Alladagbe,**  
coordonnateur  
départemental du  
ReSPESD/Ouémé

C'est une grande satisfaction pour moi parce que vous savez, en tant que coordonnateur départemental de l'Ouémé, les collègues et les structures membres ont toujours manifesté le besoin de voir renforcer leur capacité d'intervention sur le terrain. Grâce à la collaboration avec Educo Bénin, le ReSPESD national a pu avoir un appui financier pour répondre à ces sollicitations venant de toutes les coordinations départementales. Je peux vous dire que c'est un sentiment de joie qui m'anime parce que les modules que le communicateur a développé d'hier à aujourd'hui sont des notions qu'on a tendance à dire avoir vu déjà plusieurs fois. Mais cela a des particularités, que nous avons vues au cours de l'atelier. Cet atelier doit être renouvelé.

**Valère Sohe, Chef Service Affaires Générales de la Mairie de Sô-Ava**

Je remercie vraiment le ReSPESD qui ne cesse de ménager d'efforts pour l'amélioration des conditions de vie de nos enfants. Vous savez, le Bénin ne manque pas de textes, de lois mais c'est l'application de nos différents textes qui fait que nous sommes en position de violation des droits des enfants. Mais à travers le ReSPESD, je crois que cela va changer. Au cours de cet atelier, nous avons appris beaucoup de choses. Je salue au passage le communicateur qui connaît vraiment son travail. Il nous a fait comprendre beaucoup de choses.



**Joana Zinsou, technicienne supérieure de l'action sociale à Terre des Hommes**

Je suis vraiment contente parce que cet atelier nous a permis de mieux nous outiller sur la prise en charge des enfants et l'accent a été mis notamment sur la prise en charge des enfants vivants en situation difficile, parce qu'il s'agit de la cible que nous côtoyons tous les jours. Je pense que cette formation vient à point nommé et cela va nous permettre d'améliorer nos prestations dans la prise en charge adéquate des enfants.

**Coulibaly Midadou,**  
collaborateur des sœurs  
salésiennes

Je voudrais commencer par dire que depuis quelques années, l'autorité de tutelle, notamment le ministère des affaires sociales et de la micro finance et les autres ministères sectoriels ont entamé une action visant à apporter des réformes dans le secteur de la protection de l'enfant. Cela a conduit aujourd'hui à la mise aux normes des CAPE. Donc, c'est le professionnalisme qui doit pouvoir caractériser les acteurs de prise en charge et de protection des enfants. Alors, puisque le monde est dynamique, l'atelier vise à renforcer les capacités des acteurs de protection de l'enfant et c'est à cela que nous nous sommes attelés depuis hier. Nous avons eu droit à quatre communications qui ont renforcé vraiment notre capacité en termes de prise en charge et d'accompagnement des enfants en situation difficile. Une fois de retour dans notre structure de provenance, nous allons dupliquer la formation reçue afin que les acquis soient vraiment mis en application pour améliorer la qualité de nos services au profit des enfants en situation difficile.



Dr Azizou Chabi Imorou, Chef du Département de Sociologie-Anthropologie de la FASHS/UAC

# « C'est possible qu'on puisse organiser les examens et vite proclamer les résultats »



Dr Azizou Chabi Imorou

Enfin, une expérience unique d'évaluations et de délibération des résultats qui exalte le savoir-faire des professeurs et enseignants de l'Université d'Abomey-Calavi. Le Département de Sociologie-Anthropologie de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales (FASHS) est porteur de cette "magie" sous l'inspiration du Chef du Département Dr Azizou Chabi Imorou avec l'implication effective de tous ses collègues enseignants, docteurs et moniteurs du département. A l'opposé donc des vieilles pratiques, les étudiants inscrits au Département de Sociologie-Anthropologie de la FASHS ont obtenu, quelques jours seulement après leurs examens, leurs résultats provisoires qui les dispensent ainsi des longues périodes de psychose et d'hallucination. A l'origine de la prouesse qui pourrait être toujours améliorée, une organisation atypique et pédagogique dont le Chef du Département garde le secret. Il en parle au micro de Educ'Action, à travers cette interview exclusive. Lisez plutôt !

**Educ'Action :** Le monde scolaire et universitaire béninois vit actuellement la fièvre des examens de fin d'année. Au Département de Sociologie, vous venez d'évaluer vos étudiants. Quel bilan faut-il faire de l'organisation pratique des examens ?

**Dr Azizou Chabi Imorou :** Je vous remercie pour l'intérêt que vous portez aux activités du Département. Pour revenir à votre préoccupation, effectivement nous venons de boucler les examens et même la délibération qui a eu lieu, il y a déjà plus d'une semaine, précisément le mercredi 8 juillet 2020. En termes de dispositions pratiques, tout s'est bien déroulé dans le respect strict des mesures barrières contre la pan-

démie de la Covid-19. Tous les acteurs impliqués dans ce processus ont joué convenablement leur partition, ce qui a permis un bon déroulement de ces examens de semestres pairs. Et donc en termes de bilan, on peut retenir que les examens se sont très bien déroulés malgré le contexte actuel de la Covid-19.

**En termes de rendement, avez-vous le sentiment que les étudiants, en majorité, ont tiré leur épingle du jeu ?**

Oui ! Comme d'habitude, les plus studieux ont réussi à tirer leur épingle du jeu. Vous savez, la pandémie que nous traversons a

amené les autorités à trouver des solutions innovantes pour assurer la continuité des cours. C'est ainsi que nous avons été obligés par notre ministère à digitaliser les cours des semestres pairs. Ensemble avec nos étudiants qui n'y étaient pas préparés aussi, nous avons été propulsés dans la modernité. Mais, ce qu'on peut retenir, c'est que malgré les aléas et difficultés du semestre digital, les résultats ne se sont pas trop écartés de ceux des années antérieures pour les mêmes semestres. C'est donc un rendement à l'image de celui des années antérieures.

**Une innovation à mettre à votre actif, c'est bien la célérité dans la correction des copies cette année. Vous avez mis en place un mécanisme ou dispositif qui vous a permis, en très peu de temps, de corriger les copies des étudiants. Déjà, comment cela a pu être possible ?**

Certes on avait la pression des autorités décanales qui nous exigeaient plus de célérité pour tenir dans le nouveau calendrier universitaire réajusté. Mais c'est surtout le résultat de la confiance que les collègues enseignants ont accordée à l'équipe dirigeante. Ils se sont tous mobilisés et c'était motivant pour nous. L'engagement de l'ensemble des docteurs et moniteurs du Département de Sociologie-Anthropologie a été aussi d'une utilité légendaire.

**Concrètement, quelle a été la particularité de cette organisation qui a conduit à ce résultat, évitant du coup aux étudiants la longue période d'attente des résultats ?**

D'abord, comme je l'avais dit, le calendrier fixé par l'autorité imposait cela. Mais aussi, il faut noter que cela fait partie d'un certain nombre de défis à relever que la nouvelle équipe s'est donnée. Et donc depuis sa prise de fonction, la nouvelle équipe a posé le diagnostic stratégique, a dégagé les forces et faiblesses de

l'ancienne équipe et donc, a exploré les opportunités possibles sur lesquelles l'équipe a mis l'accélérateur pour avoir ainsi réussi le pari et relevé le défi. Alors, c'est une expérience que nous venons de mettre en œuvre et qui a très bien fonctionné grâce à la mobilisation, encore faudrait-il le rappeler, de tous les collègues enseignants, des docteurs et moniteurs du Département de Sociologie-Anthropologie. Je tiens à saluer ce sursaut des collègues que mon adjoint et moi considérons comme une exhortation pour changer les choses.

En fait, lorsque nous avons lancé les évaluations, en simultanée, nous avons organisé la correction en pool des copies sorties des salles de composition. Le calendrier des corrections en pool a été annoncé au fur et à mesure de sorte à mobiliser les enseignants, les docteurs et moniteurs du DS-A autour des copies relevant de leurs spécialités. Ainsi, nous avons réussi à obtenir une célérité dans la correction des copies, et le lendemain de la fin d'une composition, les copies étaient déjà corrigées. Après ça, nous avons procédé immédiatement au désanonymat des copies, à leur classement, au report des notes et aux calculs des moyennes. Une équipe restreinte a ensuite été mise en place pour procéder aux vérifications et à l'apurement. Voilà un peu comment nous avons procédé grâce au soutien des collègues enseignants qui ont assuré aussi la logistique. Nous espérons bénéficier de cette même confiance pour les examens à venir et pouvoir même faire mieux que ce qui est là actuellement.

**Est-ce que vous avez partagé cette expérience à la limite unique, pour l'heure, avec le Recteur et vos collègues, Chefs de Départements ?**

Nous venons de boucler le processus à travers la délibération des résultats provisoires et les étudiants

sont situés. Le compte rendu suivra par voie hiérarchique. Pour ce qui concerne l'implémentation de l'expérience, nous aurons l'occasion de la faire et même de la parfaire surtout qu'elle comporte beaucoup d'avantages en termes de gain de temps, de célérité, de transparence. Donc, c'est bien possible qu'on puisse organiser les examens et vite proclamer les résultats.

« C'est surtout le résultat de la confiance que les collègues enseignants ont accordée à l'équipe dirigeante. »

**Est-il possible de généraliser votre expérience à l'ensemble des Départements, des Facultés, et Ecoles des Universités publiques du Bénin ?**

Tout dépend des ressources humaines surtout pour les grands effectifs d'étudiants. Pour que cela soit possible dans les cas comme le nôtre, il suffit que les mêmes acteurs ne soient pas à tous les niveaux de la chaîne, mais qu'il y ait une sorte de décentralisation entre les équipes et que la mobilisation soit au rendez-vous ainsi que la mise à disposition de la coordination d'une logistique. Pour nous, c'est qu'on peut encore mieux faire.

**Avez-vous un conseil à prodiguer ou une invite à formuler pour clôturer cet entretien ?**

L'équipe que j'ai l'honneur de coordonner tient à remercier très sincèrement tout le corps enseignant du Département de Sociologie-Anthropologie de l'Université d'Abomey-Calavi pour la confiance placée en l'équipe dirigeante et la mobilisation constatée. À tous les docteurs et moniteurs du même Département, nous disons aussi merci pour le sacrifice. Nous invitons donc tous nos collègues à maintenir avec nous le cap pour de plus grands défis. Et nous invitons aussi notre hiérarchie, le Décanat et le Rectorat, pour accompagner davantage cette motivation des collègues. Je voudrais pour finir aussi vous remercier pour l'intérêt que vous manifestez pour nos activités.

Propos recueillis par Serge David ZOUEME

# INSTRUCTION CIVIQUE ET MORALE DANS LES COLLÈGES CONFESIONNELS

## L'intégration et l'adaptation de l'être dans la société, la préoccupation des concepteurs

*Au-delà d'inculquer des notions de savoir-faire aux apprenants, l'école a pour mission fondamentale de former de bons citoyens adaptés aux réalités de leur milieu et les préparer à vivre en conformité avec les règles du savoir-vivre et du savoir-être en société. C'est donc dans le but de réussir cette importante mission que les établissements d'enseignement confessionnels ont instauré les cours d'instruction ou d'éducation civique. Du constat effectué par Educ'Action, il ressort que le contenu des cours dispensés aux apprenants varie d'un collège à un autre. Des responsables d'établissements expliquent la situation.*

**Gracias BOGNON (Stg)**

De la découverte des sceaux, emblèmes ou de l'hymne national, du Code de la route à la sensibilisation sur la consommation des drogues illicites en passant par les problèmes de mixité, les notions enseignées dans les cours d'éducation civique dans les collèges confessionnels sont multiples et variées. Le contenu de ces cours, contrairement à ce qui a l'air d'être, ne varie pas tellement suivant les explications de plusieurs responsables d'établissements. Selon les propos de Armand Honi, professeur d'instruction civique au Collège catholique Saint Augustin, le ministère n'intervient pas dans l'élaboration des programmes d'instruction civique. C'est plutôt, souligne-t-il, le travail d'un

collège d'enseignants au niveau du diocèse qui se réunissent de façon annuelle pour réfléchir à l'amélioration du programme. C'est donc un travail qui se fait au niveau diocésain. Armand Honi s'empresse de préciser ensuite que : « tous les collèges ne sont pas représentés à cette rencontre annuelle. Il y a des collèges qui n'y ont jamais participé comme le collège Laura VICUNA et il y a d'autres qui peuvent manquer certaines rencontres pour des raisons de distance, mais qui se tiennent informés et veillent à prendre en compte les éventuelles modifications qu'il pourrait y avoir ». Ainsi donc, c'est le même programme qui est exécuté dans tous les collèges catholiques du diocèse de Cotonou. « Certains collèges



Des élèves en situation de classes

peuvent à leur niveau, décider de rajouter des particularités au cours, en fonction de la vision de l'établissement, de la vocation de la congrégation qui est en charge de l'administration du collège ou des réalités que vivent les apprenants comme c'est le cas à Laura VICUNA, où l'esprit salésien guide les divers apports supplémentaires au contenu des cours », font remarquer successivement la Sœur Ivette Badini, directrice de l'Ecole d'Enseignement Général Technique et Professionnel (EEGTP) Laura VICUNA et Bruno Sossou, censeur du même collège.

### De l'idée de la mise en œuvre des cours d'éducation civique...

Tout est parti d'une idée, devenue un projet d'éducation civique. « Nous nous sommes fixés des objectifs à la base que nous avons opérationnalisés. C'est l'opérationnalisation de ces divers objectifs qui a donné naissance au programme », informe Armand Honi avant d'ajouter que « l'objectif visé par les cours d'éducation civique et morale

est principalement l'intégration et l'adaptation de l'individu dans la société. Le but étant de former des bons chrétiens et des honnêtes citoyens, nous étalons les notions sur toutes les classes de sorte à ce que les élèves étudient des éléments nouveaux au fil de l'évolution dans les classes ».

### A l'absence de l'éducation civique et morale dans certaines classes...

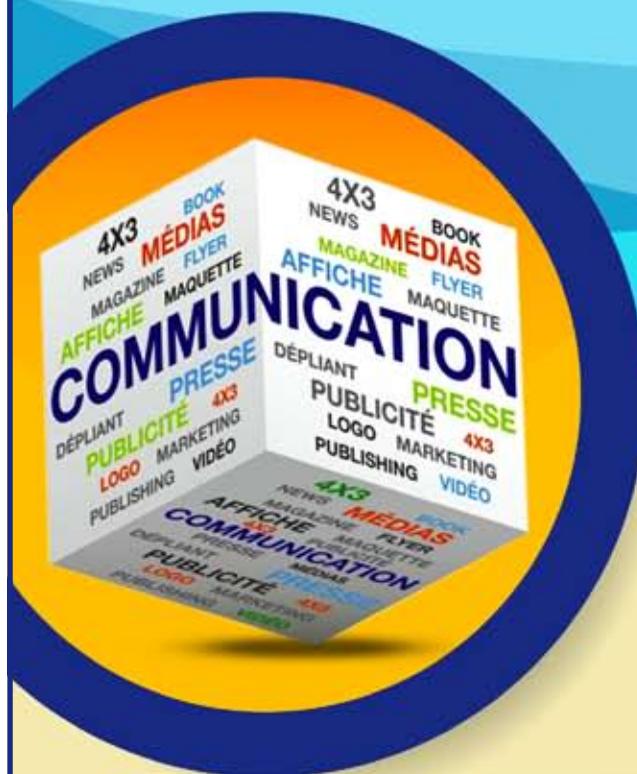
Le constat montre qu'en fonction des établissements, toutes les classes n'ont pas accès aux cours d'éducation civique. Dans certains collèges comme Laura VICUNA, cette situation est principalement due à une insuffisance d'enseignants capables de dispenser les cours. Ailleurs comme au Collège Saint Augustin ou au Collège Saint Michel, seules les classes d'examen ne suivent pas ces cours pour des raisons de surcharge des emplois du temps. « Les cours d'instruction civique n'ont aucun impact sur le rendement des élèves. Etant de coefficient 1 dans tous les collèges, il ne saurait permettre

aux apprenants de combler des manques de point dans d'autres matières », clarifie l'enseignant d'instruction civique au Collège catholique Saint Augustin. Ce dernier déplore tout de même le fait que le côté moral ne soit pas aussi présent que le côté civique du cours. La morale n'est véritablement étudiée qu'en classe de quatrième où les notions de savoir-vivre sont inculquées aux apprenants. L'éducation civique et morale est un élément important dans la formation intégrale de la personne et les établissements confessionnels l'ont comprise assez tôt et travaillent depuis dix années déjà à s'assurer de l'effectivité de son enseignement dans leurs salles de classes.



Bruno Sossou

# Darich@Media



## Pour tous vos besoins en communication



### Evenementiel/Capitalisation



Organisation des conférences - Réunion de haut niveau - Baptême - Mariage - Cérémonies diverses - Capitalisation de projets (vidéo, mag/audio)

### Films/Documentaires



Réalisation de films institutionnels - Spots publicitaires - Documentaires Radio + Télé - Magazine de tout genre.

### Stratégie de communication



Conception et Elaboration de plan de communication - Charte graphique - Site web - Communication digitale.

### Edition & Impression



Design graphique - Redaction de livre - Création 3D - Impression sur tous supports - Edition de magazines & journaux

### Studio Photos



Shooting / Captation d'images, etc - Album photos personnalisé



**Darich@Media,**  
votre partenaire en communication

**Infoline** → 97975805 - 95854118

**Email** → darichmedia18@gmail.com